

# Climat : la frilosité belge met de l'eau dans le gaz du Benelux

ENVIRONNEMENT Inspiré par la N-VA, le fédéral est peu ambitieux

**A**ujourd'hui, j'aurais préféré être Luxembourgeois ou Néerlandais. » Ce fonctionnaire belge s'exprimant anonymement ce lundi résumait les sentiments de dizaines de participants à une réunion du Benelux. Au centre de la rencontre : la manière dont les acteurs de ce vaste dossier (entreprises, syndicats, ONG, administrations...), des trois pays, peuvent coopérer pour améliorer la lutte contre les changements climatiques. Il y avait là de l'enthousiasme, des idées, de la volonté et un évident sens de l'urgence.

Parallèlement à cet exercice de rapprochement des sociétés civiles, un autre débat, politique, se jouait en coulisse. L'enjeu : tricoter une déclaration ministérielle commune positionnant le trio du Benelux parmi les pays les plus ambitieux sur le climat. On sait que les engagements climatiques, notamment de l'Union européenne, sont insuffisants pour atteindre l'objectif de l'accord de Paris : maintenir l'élévation de la température bien en dessous de 2°C. Il faut donc relever le niveau de l'ambition. En Europe, certains veulent l'annoncer dès cette année. D'autres veulent attendre.

Où allait se positionner le Benelux ? Le Luxembourg et les Pays-Bas sont parmi les plus ambitieux. Mais la Belgique - à l'autre bout du spectre - a fait capoter une proposition de déclaration pourtant pas mirobolante.

Ce week-end après des mois de négociations, notre pays a refusé de souscrire au document. En cause : une ambition jugée « trop élevée » par le fédéral. La dernière mouture, pourtant agréée par les trois Régions du pays, avait été soumise en dernière minute à une consultation entre les cabinets fédéraux. Vendredi, la N-VA a émis un si grand nombre d'objections qu'il n'était plus possible de poursuivre la discussion avec nos voisins, eux-mêmes à la limite inférieure de l'acceptable.

## On sauve les meubles

En l'absence de la ministre du Climat, Marie-Christine Marghem (MR), et alors que nos partenaires se montraient passablement énervés, ce n'est qu'*in extremis* qu'une courte déclaration a été publiée. « On sauve les meubles », dit un expert qui, sous les circonlocutions, aperçoit des raisons de positiver.

Alors que sous l'impulsion de la N-VA, la Belgique avait refusé toute référence au prochain rapport du Giec, la déclaration indique néanmoins que ce dernier servira de « source d'information ». Le texte note que les futurs engagements des pays devront être « en phase » avec l'accord de Paris. Et que l'Europe doit « garder le leadership » sur les questions climatiques.

Les trois du Benelux disent enfin leur soutien aux projets et initiatives locales de lutte contre le réchauffement du climat. Ils créent un groupe de travail destiné à étudier des formes plus concrètes de soutien. On se console donc comme on peut.

Ulcérées, les ONG actives sur le climat ont adressé un message à la N-VA et au MR leur reprochant d'avoir manqué « une opportunité de remettre notre politique climatique sur les rails et de rendre la crédibilité à notre pays sur cet enjeu ». Trois ans après l'accord de Paris, disent-elles, « savoir qu'il n'est toujours pas possible que notre gouvernement promeuve des objectifs climatiques de long terme qui soient en ligne avec cet accord est affligeant ». ■

MICHEL DE MUELENAERE